

Ce Comité Technique Local (1ère convocation) avait comme ordre du jour : le bilan de la formation Pro 2018, le plan de la formation 2019, le budget de la DRFIP 75 2019 (point d'information) et la poursuite du déploiement de l'Accueil Personnalisé Sur RDV dans les SIE (point d'information). Etaient présents à ce CTL : Solidaires Finances Publiques, FO et la CFDT.

Solidaires Finances Publiques est revenu dans sa déclaration liminaire sur les propos tenus par notre ministre Gérald Darmanin au journal *Le Parisien* le 8 mai. Dans cette interview, notre ministre indiquait qu'il « *allait proposer au Premier Ministre de déplacer des services de la DGFIP, soit environ 3000 agents, en région et notamment en ruralité* ». Pour toute réponse le président du CTL (M. Mariel) a fait comme à son habitude, depuis des mois, celui qui ne savait rien et surtout en « loyal » fonctionnaire celui qui ne pouvait rien dire prenant cette fois prétexte de la période de réserve due aux élections européennes. Continuant ainsi à se moquer de la situation anxiogène pour les agentes et agents de Paris.

Solidaires Finances Publiques a aussi interpellé la direction sur le fait que celle-ci avait annoncé dans plusieurs SIP de nouvelles fusions de secteurs et que les chefs de service concernés devaient rendre leur future organisation le 17 mai au plus tard. Et tout cela, sans en informer les élu.es des personnels ni même consulter véritablement les agentes et agents concernés. Face à notre entêtement, le président du CTL a un peu reculé et a indiqué sa volonté de consulter réellement les agentes et agents... À suivre.

Formation Pro : bilan 2018 et plan de formation pour 2019.

Solidaires Finances Publiques a rappelé son attachement à la formation professionnelle, cette dernière doit disposer des moyens nécessaires pour maintenir à un haut niveau les compétences reconnues aux agentes et agents de la DGFIP. Malheureusement sur Paris, nous rencontrons de plus en plus de difficultés pour nous absenter de nos services respectifs dans le but d'aller nous former. En effet, de plus en plus de chefs de service, dissuadent les agentes et agents d'acquiescer une plus grande technicité. Face à ce constat, la direction a indiqué qu'elle allait continuer à sensibiliser les chefs de service sur cette question.

Nous avons également de nouveau demandé à ce que les stagiaires B qui viennent d'arriver dans nos services ne soient pas considérés comme des EDR, pour la campagne déclarative notamment, et rappelé qu'ils doivent pendant leur stage voir l'ensemble de leurs missions. Là aussi la direction a indiqué qu'elle allait refaire passer le message aux chefs de service.

Solidaires Finances Publiques regrette que la formation en présentiel de contrôleur 1ère classe ait disparu du catalogue de Paris.

La direction nous a indiqué avoir quelques difficultés pour trouver des formateurs pour ce module.

Concernant l'e-formation, Solidaires Finances Publiques a renouvelé son opposition à ce genre de formation. Cette opposition est renforcée par le constat du très grand nombre de e-formations non terminées et non effectuées. Cela s'explique par un manque de temps et/ou par de mauvaises conditions pour suivre ces formations dans de bonnes conditions.

Sur le bilan 2018, Solidaires Finances Publiques constate que l'évolution de la formation professionnelle tant continue qu'initiale ne va pas dans le bon sens en multipliant, par exemple, les e-formations ou lorsqu'on constate des difficultés accrues pour s'y rendre. C'est dans ce sens, que tout en reconnaissant le travail de l'équipe de la Forpro de Paris, nous avons voté contre.

S'agissant du plan de formation pour 2019, les éléments montrent que notre direction se préoccupe effectivement de la formation de ses agentes et agents. C'est désormais essentiellement pour leur permettre de s'adapter aux réformes forcées et aux changements incessants d'organisation. Nous nous posons la question de la réalisation de ce plan dans le cadre des annonces chaotiques qui attendent les agentes et agents. C'est dans ce sens que nous nous sommes abstenus.

Budget 2019 de la DRFIP :

Comme vous pouvez vous en douter, le budget de la DRFIP 75 est très important mais s'inscrit dans un budget global d'austérité. Selon la direction, nous avons une stabilité des moyens qui nous sont alloués avec des autorisations d'engagements (dont certaines pluriannuelles) inchangées. On s'inscrit dans la continuité par rapport aux exercices précédents.

En 2018 un poste a fortement baissé : l'affranchissement, grâce à l'utilisation de CLIC-ESI. Cette baisse a permis de « récupérer » 600.000 euros. Avec ces économies d'une ampleur inattendue, la direction a essentiellement acheté des nouveaux ordinateurs (passage de Windows 7 à Windows 10).

Pour Solidaires Finances Publiques, le budget devrait être un élément central permettant d'améliorer les conditions de travail. Et dans ce sens, nous avons demandé à la direction quels étaient ses choix budgétaires. Pour la direction, ses orientations stratégiques et prioritaires concernent la sécurité des agentes et agents et la question du chauffage.

Nous avons rappelé à la direction que l'une des priorités de l'État était **la politique de développement durable**. Nous l'avons donc questionné sur ses choix budgétaires dans un tel cadre. Cette dernière nous a informé que dans cette logique elle améliorerait les isolations, qu'elle avait acheté des véhicules moins polluants et développait la récupération des papiers pour le recyclage.

Concernant les épisodes caniculaires répétitifs ces dernières années (et qui risquent de se renforcer) **Solidaires Finances Publiques** n'est pas acquis au « tout clim », très coûteuse et peu écologique. Nous avons donc questionné la direction sur la possibilité de végétaliser les immeubles qui est semble-t-il un moyen très efficace de réguler la température des bâtiments. Ils en ont pris note.

Poursuite du déploiement de l'accueil personnalisé sur RDV dans les SIE:

Sur ce sujet, on peut le dire, c'est à un véritable discours de sourd auquel nous avons assisté.

Aucune note de la DG n'oblige la direction à mettre en place l'accueil personnalisé sur RDV

pour les SIE .

Le flux d'accueil (reconnu par la direction) est faible puisqu'il concerne entre 10 à 30 usagers par jour (voire 5 sur certains SIE). Donner des RDV est une pratique déjà largement répandue dès lors qu'un besoin est identifié.

Les expertes et experts de Solidaires Finances Publiques de différents SIE parisiens ont démontré à la direction que cet APSRDV allait compliquer leur travail, leur relation avec les usagers...mais rien n'y a fait.

Pour la direction, cet APSRV est une amélioration de l'offre de service public rendu. Pour la direction, c'est également un plus pour les agentes et agents concernés qui seront préparés et qui ne seront plus dérangés par l'accueil en l'absence de rendez-vous préalable. Et ultime argument avancé par la direction : cet accueil est demandé par les chefs de services des SIE...Bref circulez « y'a rien à voir ». On a décidé et ce sera donc fait même si les agentes et agents ne sont pas consultés, même si c'est un moyen supplémentaire de « désintoxiquer » l'usager de nos accueils et donc un moyen de dégrader davantage notre service public.

Une question se pose dans ce contexte particulier : se précipiter à mettre en place cet APSRDV ne serait-il pas un nouveau moyen pour laisser croire que les usagers ne se déplacent plus et ainsi mieux fermer nos centres des finances publiques de proximité ? D'autant plus que le jour même de ce CTL , notre ministre Gérald Darmanin a enfin envoyé aux organisations syndicales nationales sa lettre de cadrage promise depuis le 26 mars...Et comme par hasard, dans ce courrier, M.Darmanin indique vouloir développer l'accueil personnalisé sur RDV.

Décidément, M.Mariel n'est pas seulement un « loyal fonctionnaire » mais aussi un élève visionnaire devant les attentes de son ministre !!!

Pour contacter les élu.es de Solidaires Finances Publiques Paris :

paris@solidairesfinancespubliques.org

Paris, le 17 mai 2019.